

Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

NGO Action News

20 avril 2023

Moyen-Orient

- Le 17 avril, [Ir Amin](#) a indiqué que le Comité de planification du district de Jérusalem avait préparé des plans pour des colonies israéliennes à French Hill, à Givat Shaked et à Pisgat Ze'ev, pour un total de 2969 logements individuels. Ir Amin a déclaré que les plans s'inscrivaient dans une série de développements de colonies, qui renforceront le contrôle d'Israël sur un territoire plus grand à Jérusalem-Est, tout en séparant davantage cette zone de la Cisjordanie dans toutes les directions. Ces développements ne font que cimenter davantage une réalité d'un État unique d'occupation perpétuelle, par lequel un groupe jouit pleinement des droits civils et humains tandis que l'autre en est privé.
- Le 17 avril, [Adalah](#) a célébré la Journée des prisonniers palestiniens en mettant en évidence le sort des Palestiniens incarcérés dans les prisons israéliennes, dont le nombre est actuellement estimé à 4900. Selon Adalah, Israël a constamment ciblé des prisonniers palestiniens dans l'application de lois et politiques arbitraires et en créant des dispositifs juridiques distincts qui s'appliquent seulement aux Palestiniens. L'[Association France Palestine Solidarité](#) a également publié un article pour marquer cette journée.
- Le 17 avril, [Al-Haq](#) a fait savoir que le Conseil des organisations palestiniennes des droits humains (PHROC) a envoyé un appel urgent aux experts mandatés au titre d'une procédure spéciale des Nations Unies, appelant de ses vœux la libération immédiate du prisonnier politique palestinien, Walid Daqqa. Un cancer de la moelle osseuse a récemment été diagnostiqué chez M. Daqqa, dont l'état de santé est sur le point de se détériorer à cause de la politique de négligence médicale délibérée de l'administration pénitentiaire israélienne. Le PHROC exhorte Israël lui accorder immédiatement une aide humanitaire et à lui garantir le droit à la vie, la santé et la dignité. [BADIL](#) et le Global Palestinian Refugee Network ont également publié une déclaration dans laquelle ils enjoignaient le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à intervenir immédiatement et directement pour faire libérer Walid Daqqa.
- Le 16 avril, [HaMoked](#) a indiqué que le tribunal administratif de Jérusalem avait accepté une série d'appels et infirmé un jugement du tribunal d'appel qui avait pour la première fois révoqué le statut de regroupement familial « à des fins de dissuasion », car ce statut ne peut pas être révoqué à titre de peine collective. Le jugement a été rendu dans l'affaire de 10 Palestiniens qui vivaient à Jérusalem-Est depuis des années avec des permis de séjour et des statuts de résidence temporaire dans le cadre de processus de regroupement familial et

d'enregistrement d'enfants et qui sont liés d'une manière ou d'une autre à un agresseur ayant commis des attaques meurtrières contre des Israéliens.

- Le 16 avril, [Peace Now](#) a indiqué que le gouvernement israélien avait établi une nouvelle colonie en approuvant la construction de 189 logements dans l'avant-poste éloigné de Zayit Raanan, au nord-ouest de Ramallah. L'avant-poste de colonie compte actuellement un petit nombre de caravanes, mais le plan prévoit la construction de 189 logements individuels. L'installation de la colonie fait partie du renforcement de la présence israélienne en Cisjordanie, à l'ouest de Ramallah, et a des conséquences supplémentaires pour les villages palestiniens de la zone.

Asie et Europe

- Le 13 avril, la [Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine](#) (ECCP) a publié la note de synthèse « HORIZON EUROPE : Financement de la mort, de la discrimination et des déplacements forcés en Palestine ». Selon l'ECCP, « les subventions de recherche de l'Union européenne ont été une source de financement pour les institutions universitaires, les entreprises et les agences gouvernementales israéliennes, incluant de nombreuses sociétés militaires, qui sont profondément impliquées dans les violations des droits de l'homme et du droit international - y compris les entités qui opèrent dans les colonies israéliennes illégales et qui en tirent profit. Ça fait maintenant des années que des membres du Parlement européen et de nombreuses organisations européennes et palestiniennes de défense des droits humains expriment leur inquiétude quant à l'utilisation de l'argent des contribuables européens pour financer des organisations israéliennes impliquées dans des crimes de guerre et des violations des droits de l'homme. »
- Le 8 avril, [Law for Palestine](#) a publié une étude réalisée par John Bernard Qigley et intitulée : « Prohibition of Palestine Arab Return to Israel as a Crime Against Humanity » (Interdiction du retour des Arabes palestiniens en Israël, un crime contre l'humanité). Selon cette publication, plus de sept millions d'Arabes palestiniens sont déplacés dans le monde, essentiellement au Liban, en Jordanie, en Syrie et à l'intérieur de la Palestine. Il leur est interdit de revenir dans leur terre natale en dépit du droit au retour garanti par le droit international et reconnu dans les droits fondamentaux. Selon l'auteur, le refus d'accorder cette population civile ces droits reconnus à l'échelle internationale (à cause de l'ethnicité ou de la nationalité) constitue un crime passible de poursuites devant la Cour pénale internationale.

Amérique du Nord

- Le 21 avril, le [Centre d'études palestiniennes de l'Université de Columbia](#) organisera l'événement « Marche sur une carte fracturée : courts métrages de Palestine ». Lors de cet événement, quatre courts métrages documentaires seront diffusés pour analyser la géographie au moyen d'une série de techniques, dont le relevé cartographique, la reconstruction 3D, des

enregistrements de l'environnement sonore, d'imaginaires spatiaux numériques, qui résonnent tous dans la poétique du paysage palestinien. Les projections seront suivies d'une intervention d'Alessandra Amin, étudiante postdoctorale ayant obtenu la Bourse Ibrahim Abu-Lughod au Centre d'études palestiniennes.

- Le 14 avril, [Americans for Peace Now](#) (APN) a publié un article saluant l'envoi d'une lettre du Congrès au Président des États-Unis, Joe Biden, l'exhortant à garantir que l'aide américaine ne soutient pas des actions qui portent atteinte aux droits de l'homme. L'APN a déclaré que le député Jamaal Bowman et le sénateur Bernie Sanders avaient pris la tête de douze de leurs collègues pour envoyer une lettre adressée au Président Joe Biden et au Secrétaire d'État Antony Blinken, invitant l'administration à déterminer si des articles de défense américains envoyés en Israël avaient été utilisés en violation des lois en vigueur des États-Unis, ainsi qu'à garantir que toute assistance étrangère future portée à Israël ne servira pas à soutenir des actions de violation flagrante des droits humains.
- Le 14 avril, [Friends of Sabeel North America](#) (FOSNA) a publié un article faisant savoir qu'Israël avait annoncé de nouvelles restrictions sur les célébrations chrétiennes cette année, limitant le nombre des fidèles autorisés au Saint-Sépulcre pour la célébration du feu sacré et annulant la totalité des 700 permis octroyés aux chrétiens de Gaza les autorisant venir à Jérusalem. Cette décision a fait suite à une hausse des attaques à l'encontre du clergé chrétien, des lieux saints, des églises et des cimetières. La FOSNA a ajouté que les restrictions imposées aux musulmans concernant l'accès à leurs lieux saints avaient été encore plus importantes et a critiqué Israël pour la violation du statu quo dans les lieux saints.
- Le 12 avril, le [Jerusalem Fund](#) a publié un article intitulé : « Milk, Mushrooms, and Resistance: Palestinians' Creative Solutions to Israel's Economic Oppression » (Lait, champignons et résistance : des solutions créatives des Palestiniens face à l'oppression économique d'Israël). Selon cet article, à travers l'histoire, les Palestiniens ont adopté différentes formes de résistance dans leur lutte visant à mettre un terme à l'oppression sous occupation israélienne. Une de ces formes efficaces de résistance pendant la première Intifada a été la résistance économique. Dans le cas de la Palestine, la résistance économique est un dispositif socio-économique qui donne aux personnes ordinaires les moyens d'agir grâce à la mise en place d'une économie autonome et indépendante du contrôle d'Israël. En boycottant les produits israéliens, en organisant des manifestations et en prélevant les impôts à la source, les Palestiniens ont exercé une pression non armée sur Israël pour mettre un terme à ses politiques d'oppression. La résistance économique a démontré la capacité des Palestiniens ordinaires à subvenir à leurs propres besoins et à devenir autonomes sur le plan économique.

Nations Unies

- Le 15 mai, le [Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien](#) commémorera le 75e anniversaire de la Nakba au Siège de l'Organisation de Nations Unies à New York. L'anniversaire marque le déplacement massif des Palestiniens en 1948, événement connu sous le nom de « la Nakba » ou « la Catastrophe ». Pour la

première fois, l'Organisation des Nations Unies célébrera cet anniversaire conformément à la résolution de l'Assemblée générale A/RES/77/23 du 30 novembre 2022. Le Comité organisera, le 15 mai 2023 de 10 h 00 à 12 h 30 (heure de New York), une réunion de haut-niveau du Comité dans la salle de conférence n° 4. Les commémorations se poursuivront dans la soirée avec un événement spécial qui se déroulera dans la salle de l'Assemblée générale de 18 h 00 à 20 h 00 (heure de New York). L'événement fera revivre le périple des Palestiniens et visera à créer une expérience d'immersion dans la Nakba grâce à la présence de musiciens, à la diffusion de photos, de vidéos et de témoignages personnels.

- Le 13 avril, la [Rapporteuse spéciale](#) a publié un communiqué de presse dans lequel elle exhorte la communauté internationale à mettre un terme au déplacement forcé et à l'annexion des territoires occupés palestiniens. Le communiqué de presse a été signé par Francesca Albanese, Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 ; Balakrishnan Rajagopal, Rapporteur spécial sur le logement convenable ; Paula Gaviria Betancur, Rapporteuse spéciale sur les droits humains des personnes déplacées dans leur propre pays. En dépit des actions des organisations internationales et des militants, « les Palestiniens vivant sous l'occupation israélienne continuent d'être chassés de chez eux et dépossédés de leurs terres et de leurs biens sur la base de lois discriminatoires », selon les experts. Ils ont déclaré que ces lois visaient à consolider le contrôle des Juifs sur Jérusalem, modifiant de manière irrémédiable sa composition démographique et son état. « Le transfert par Israël de sa propre population dans le territoire occupé conforme une intention délibérée de coloniser le territoire qu'il occupe, une pratique interdite par le droit international humanitaire », ont-ils affirmé, réitérant leur dernière déclaration. « Cela semble prima facie constituer un crime de guerre. »

Cette lettre d'information recense les informations sur les activités récentes et à venir des organisations de la société civile affiliées au Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Le Comité et la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat des Nations Unies communiquent les informations « en l'état », sans garantie d'aucune sorte et déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude ou à la fiabilité des informations contenues dans les sites Internet dont les liens figurent dans la lettre d'information.



<http://www.facebook.com/UN.palestinianrights>



<http://www.twitter.com/UNISPAL>